

Baisse de la natalité en France: quels enjeux?

En 2025, en France, le nombre de décès a dépassé le nombre de naissances. Le solde naturel devient donc négatif, et cette tendance va sûrement se prolonger. Quel diagnostic en tirer pour l'évolution de la population ? Cela appelle-t-il des réponses en termes de politiques de population ?

Laurent TOULEMON⁽¹⁾, directeur de recherche dans l'unité « Fécondité, familles, conjugalités », à l'Institut national d'études démographiques (Ined)

Le dernier bilan démographique de l'Insee⁽²⁾ annonce pour 2025 un solde naturel négatif, c'est-à-dire plus de décès que de naissances. Ce déficit est très faible, estimé provisoirement à -6 000, différence entre 651 000 décès et 645 000 naissances; c'est peu, par rapport à la population de la France - 69 millions d'habitants. Par ailleurs, le solde migratoire (solde des entrées moins les sorties) est estimé à +176 000 et, au total, la population de la France a augmenté de 170 000 personnes en 2025. S'y ajoute un ajustement statistique de +60 000, dû principalement à l'amélioration de la collecte du recensement, et la population courante passe de 68,9 à 69,1 millions d'habitants. Le passage dans le négatif du solde naturel a remis la question démographique sur le devant des débats publics. Pourtant, la baisse du nombre des naissances n'est qu'une des dimensions des bouleversements que connaît le pays.

La baisse du solde naturel était prévue

Au-delà de l'aspect anecdotique du chiffre devenant négatif, la baisse du solde naturel, commencée à la fin des années 2000, résulte de deux mouvements qui s'ajoutent. Le nombre de décès augmente depuis 2010, et cette hausse va très certainement se poursuivre: 550 000 décès en 2010, 650 000 en 2025, et 770 000 en 2040, d'après les projections de l'Insee⁽³⁾. La stabilisation du nombre annuel de décès vers 800 000 en 2050 correspondra à la fin d'un déséquilibre et devrait durer au moins dix

« La baisse des naissances depuis dix ans est certes spectaculaire, mais l'arrivée aux grands âges des générations nombreuses du baby-boom nées à partir de 1946 constitue un défi qui va imposer des ajustements beaucoup plus importants pour les quinze prochaines années. »

ans, sauf évolution très forte de la mortalité⁽⁴⁾. Pour les naissances, les projections de l'Insee tablaient plutôt sur une stabilité, et la baisse rapide et considérable depuis 2014 (819 000 naissances, soit -21 %) constitue une véritable surprise. Va-t-elle se poursuivre? D'un côté, la baisse s'observe dans tous les pays de l'OCDE, où la fécondité était proche de deux enfants par femme avant la crise de 2008, ce qui laisse penser qu'un changement majeur est bien à venir; d'un autre côté, la France conserve une fécondité largement supérieure à la moyenne européenne⁽⁵⁾.

Des contextes nationaux différents peuvent appeler des raisons spécifiques pour expliquer une baisse commune à de nombreux pays. Le fait que la France se singularise par une fécondité plus élevée qu'ailleurs en Europe s'explique en partie par une politique familiale ancienne, stable et inclusive⁽⁶⁾. Il reste que les intentions de fécondité des jeunes adultes ont beaucoup baissé, en France comme ailleurs, ce qui renvoie à des causes systémiques. La première de ces causes concerne les inquiétudes face à l'avenir. Le réchauffement climatique, la fragilisation de la démocratie, les conflits armés sont autant de menaces face auxquelles les jeunes se déclarent très inquiets et qui sont associées à des intentions de fécondité plus faibles⁽⁷⁾. Les causes économiques sont importantes mais moins présentes en France qu'ailleurs: fragilité de l'emploi, coût excessif de l'éducation, contraintes de logement. Les politiques sociales rendent probablement ces obstacles moins forts dans notre pays que dans

(1) La première partie de ce texte reprend la description des évolutions démographiques publiée dans la revue *Esprit*, dans son numéro de mars 2026.

(2) H. Thélot, « Bilan démographique 2025. En 2025, le solde naturel en France est négatif pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », in *Insee Première*, n° 2087, 2026.

(3) E. Algava, N. Blanpain, « 68,1 millions d'habitants en 2070 : une population un peu plus nombreuse qu'en 2021, mais plus âgée », in *Insee Première*, n° 1881, 2021.

(4) G. Pison, L. Toulemon, « Le nombre de décès va augmenter en France dans les prochaines années », in *Population et Sociétés*, n° 531, 2016.

(5) A. Solaz, L. Toulemon, G. Pison, « La France, toujours une exception démographique en Europe? », in *Population et Sociétés*, n° 620, 2024.

(6) J. Debeaupuis, G. Gueydan, « Faire de la natalité un objectif explicite de la politique familiale: quelle portée? », in *Informations sociales. Politiques familiales et natalité*, n° 211, 2024, p. 64-67.

(7) M. Bouchet-Valat, L. Toulemon, « Les Français-es veulent moins d'enfants », in *Population et Sociétés*, n° 635, 2025.

d'autres, mais leur fragilisation participe peut-être de la baisse de la fécondité. Enfin, les inégalités entre femmes et hommes, les questions de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, les pertes d'opportunité pour les femmes associées à la maternité conduisent les jeunes ayant le discours le plus égalitaire à déclarer plus souvent ne pas vouloir d'enfant.

Le vieillissement, sujet majeur à venir

Pour autant, d'ici quinze ans, le changement principal qui affectera notre population sera son vieillissement. La baisse des naissances depuis dix ans est certes spectaculaire, mais l'arrivée aux grands âges des générations nombreuses du baby-boom nées à partir de 1946 constitue un défi qui va imposer des ajustements beaucoup plus importants pour les quinze prochaines années. Les dépenses liées au système de retraites devraient rester à peu près constantes, malgré l'augmentation des retraités. Au choc du vieillissement s'ajoutent des incertitudes démographiques (sur les migrations, avec des conséquences immédiates, et sur les naissances pour le plus long terme), et économiques (sur les taux d'emploi et de chômage et la croissance économique)⁽⁸⁾. Concernant les per-

sonnes très âgées, le choc est devant nous : le nombre de personnes âgées de 80 ans ou plus va passer de 4,3 à 6,8 millions dans les quinze prochaines années, soit une hausse de 2,5 millions (+ 58 %). Cette hausse nécessitera un effort très important en termes de soins, mais également de soutien à l'autonomie et d'aide face à la dépendance, même si la dépendance liée à l'âge est retardée autant que les âges au décès. D'ici 2050, entre 150 000 et 200 000 emplois supplémentaires seraient nécessaires, en plus des 455 000 personnes employées comme aides à domicile ou pour les soins de base en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad)⁽⁹⁾. Les questions du maintien à domicile ou de la hausse de l'offre en maisons de retraite et en Ehpad, de la rémunération du personnel d'aide et de l'offre de travail dans ces métiers, de l'articulation avec l'aide apportée par des proches de la famille, le plus souvent des femmes⁽¹⁰⁾, vont se poser de manière accrue.

Les migrations limitent la baisse des actifs

La baisse du nombre des naissances correspond à une baisse des dépenses, pour la politique familiale ; cette économie peut être utilisée soit pour améliorer les politiques d'aide aux familles ou les politiques d'éducation à coût constant, soit pour déplacer les dépenses vers d'autres branches de la sécurité sociale, soit pour diminuer les déficits⁽¹¹⁾. A partir de 2035, la baisse des naissances entraînera mécaniquement une diminution de la population d'âge actif⁽¹²⁾. Cela ne signifie pas nécessairement une diminution de la population active : les jeunes adultes, les femmes et les travailleurs âgés peuvent réagir à des politiques spécifiques favorisant leur activité professionnelle.

Dans le scénario central des projections de l'Insee de 2021, la population continue à augmenter jusqu'au milieu des années

2040, malgré une fécondité inférieure au seuil de remplacement⁽¹³⁾. Nous avons réalisé plus récemment des projections qui montrent que, pour le moment, la hausse du solde migratoire compense la baisse de la fécondité⁽¹⁴⁾ ; c'est actuellement le cas de la plupart des pays de l'Union européenne : en 2024, parmi les vingt-sept pays, le solde naturel était négatif dans vingt d'entre eux, mais dans douze le solde migratoire compensait le déficit naturel. A l'échelle de l'Union, les projections de 2023 tablent sur une stabilisation de la population, grâce à un solde migratoire d'environ 1,5 million par an (pour une population de 450 millions)⁽¹⁵⁾. Il est peu probable que le nombre de naissances augmente à court terme, et ce sont donc maintenant les mouvements migratoires qui empêchent la diminution de la population, en France comme en Europe.

En France, la hausse du solde migratoire est spectaculaire depuis 2014 : l'estimation passe de +30 000 en 2014 à +176 000, pour les années récentes⁽¹⁶⁾. Malgré les incertitudes sur ces estimations, la baisse des sorties du territoire de personnes nées en France est certainement la composante la plus importante de cette hausse⁽¹⁷⁾. Il n'en reste pas moins que sur le long terme les migrations, en France comme dans l'ensemble de l'Union européenne, contribuent aujourd'hui à la hausse de la population et viendront en ralentir la baisse⁽¹⁸⁾. L'immigration limite également, dans une certaine mesure, les effets du vieillissement : les immigrants vieillissent, mais ils font des enfants.

Les immigrants au sein de la population

L'intégration des immigrants ou leur circulation, l'émigration des natifs ou leur retour, ont un impact important sur l'évolution démographique du pays. Force est de constater que les politiques migratoires ne sont pas orientées aujourd'hui

(8) Conseil d'orientation des retraites, « Rapport annuel du COR juin 2025-Evolutions et perspectives des retraites en France », 2025.

(9) A. Louvel, « Soutien à l'autonomie des personnes âgées : entre 150 000 et 200 000 emplois supplémentaires seraient nécessaires en 2050 », Drees, in *Etudes et Résultats*, n° 1365, 2026.

(10) A. Verhagen, « Trois aidants sur dix accompagnent seuls leur proche, six sur dix sont en activité ou étudiants », Drees, in *Etudes et Résultats*, n° 1358, 2025.

(11) Haut Conseil de la famille, « Avis du Conseil de la famille du HCFA sur le PLFSS 2026 », 2025.

(12) M. Sbaihi, « Des écoles au marché du travail : la marée descendante de la dénatalité », in *La Collection du Plan*, n° 5, 2025.

(13) Algava, Blanpain, 2021, op. cit.

(14) G. Pison, L. Toulemon, « La population de la France va-t-elle diminuer ? », in *Population et Sociétés*, n° 631, 2025.

(15) Eurostat, « Mise à jour des projections de population au niveau national », 2023 ; G. Pison, « En France comme en Europe, le solde migratoire compense l'excédent des décès sur les naissances », in *Population et Sociétés*, n° 642, 2026.

(16) Thélot, 2026, op. cit.

(17) C. Pariset, « Des entrées sur le territoire en baisse en 2023, mais toujours à un niveau élevé », in *Insee Première*, n° 2050, 2025.

(18) N. Parr, « Immigration and the prospects for long-run population decreases in European countries », in *Vienna Yearbook of Population Research*, vol. 21, 2023, p. 181-209.



Les intentions de fécondité des jeunes adultes ont beaucoup baissé, en France. La première de ces causes concerne les inquiétudes face à l'avenir : le réchauffement climatique, la fragilisation de la démocratie, les conflits armés sont autant de menaces face auxquelles les jeunes se déclarent très inquiets et qui sont associées à des intentions de fécondité plus faibles.

pour faciliter l'intégration des immigrants. L'enrichissement de la population par les immigrants et leurs descendants, et le fait même qu'ils et elles en font partie intégrante sont l'objet d'un déni dans les discours et dans les actions des politiques⁽¹⁹⁾. La contribution des migrations à la population est importante en France, en raison de l'ancienneté des mouvements migratoires. Aux 7,2 millions d'immigrés recensés en 2023, on peut ajouter 8 millions d'enfants d'immigrés et 6 millions de petits-enfants d'immigrés, pour arriver à

un total de 21 millions⁽²⁰⁾. Plus de 30 % des habitants de la France ont donc au moins un grand-parent né hors de France, d'une nationalité autre que française. Parmi eux, plus de la moitié (56 %) des enfants d'immigrés ont un seul parent immigré, et la très grande majorité des petits-enfants d'immigrés ont trois (48 %) ou deux (38 %) grands-parents nés en France (ou nés français à l'étranger). La question de l'intégration des immigrants et des habitants ayant un parent ou grand-parent immigré est donc une question sociale majeure, au-delà de leur contribution au mouvement de la population.

Baisse de la population : un défi à anticiper

Si la fécondité continue à baisser, le déficit de naissances sur les décès ne sera plus compensé par les migrations, et la population diminuera. Une population qui diminue pose des défis nouveaux : la proportion de personnes âgées est plus importante, la population active est elle-même plus âgée, ce qui contribue à augmenter les dépenses

et freine la croissance économique⁽²¹⁾. Mais ces effets doivent être relativisés pour deux raisons⁽²²⁾. Tout d'abord, à court terme, la baisse des naissances permet des économies qui permettent de se préparer au vieillissement. Ensuite, sur le long terme, les transferts des actifs vers les inactifs (enfants et retraités) changent assez peu au total, et la baisse de la population peut avoir des avantages : le coût de l'éducation diminue et on peut améliorer sa qualité, les salariés améliorent leur situation et les gains de productivité peuvent s'accélérer⁽²³⁾. L'analyse des conséquences sur le long terme d'une fécondité basse ou d'une population en baisse se met en place, et montre que cette évolution impose des adaptations mais n'est pas forcément problématique⁽²⁴⁾.

Ces perspectives de moyen et long terme ne doivent pas masquer les priorités actuelles. Pour rester sur le champ démographique, la hausse des décès et le vieillissement constituent le défi majeur des prochaines années, tandis que les politiques migratoires, focalisées sur le contrôle des entrées, sont largement déconnectées des faits. ●

« L'enrichissement de la population par les immigrants et leurs descendants, et le fait même qu'ils et elles en font partie intégrante sont l'objet d'un déni dans les discours et dans les actions des politiques. »

(19) F. Héran, *Immigration : le grand déni*, Paris, Seuil-La république des idées, 2023, 192 p.

(20) Insee, « Immigrés et descendants d'immigrés », in *France portrait social 2024*, 2024, et estimation d'après Insee, « Descendants d'immigrés de troisième génération », in *Immigrés et descendants d'immigrés 2023*, 2023.

(21) P. Rossi, *Le Déclin démographique : une urgence économique ?*, Puf, Coll. Défis économie, 2026, 208 p.

(22) D. Weil, « How Much Would Continued Low Fertility Affect the US Standard of Living? », in *Journal of Economic Perspectives*, 40, 1, 2026, p. 27-46.

(23) G. Marois, W. Lutz, « Low fertility may persist and could be good for the economy », in *Nature Human Behaviour*, 2026. DOI : 10.1038/s41562-026-02423-6.

(24) Ø. Kravdal, « Should we be concerned about low fertility? A discussion of six possible arguments », in *Demographic Research*, 53, 14, 2025, p. 373-418 ; Z. Brzozowska, S. Gietel-Basten, M. Herrmann, K. Prettnner, M. Sánchez-Romero, E. Zhelenkova, *Vienna Yearbook of Population Research 2023. Special Issue : The causes and consequences of depopulation*, 2023 ; Rossi, op. cit.